Compte-rendu CSAL du 10 novembre 2026

A la suite du CSAL qui s'est tenu ce matin, nous vous transmettons le compte-rendu de l'instance.

Notre déclaration liminaire (en pièce jointe) a été lue collégialement par l'ensemble de la délégation syndicale de la CGT FiP 38.
Nous avons demandé en conclusion à la liminaire que tous les points de l'ordre du jour fassent l'objet d'un débat et d'un vote, avec l'accès aux documents actuellement en cours d'élaboration, ou déjà élaborés par la direction.
Le directeur a répondu aux déclarations liminaires de Solidaires FiP 38 et de la CGT FiP 38.

Il a subtilement évoqué le taux de grévistes. Nous espérons qu'il n'y avait pas là la volonté de délégitimer notre action.

Après avoir minimisé les chiffres de grève, le directeur n'a eu aucun mot à propos des débordements que ses agents ont subis dans le cadre de cortèges tout à fait pacifiques.
Manifestement, les forces de police avaient reçu la consigne politique de réprimer violemment le seul fait de manifester, et d'exprimer ses revendications.

Le directeur a voulu reprendre le cours de la séance.
Nous avons dû lui demander de répondre à notre demande de débat et vote. La réponse a été clairement NON.

Dans ces conditions nous avons demandé une interruption de séance.
S'en est suivie une discussion en présentiel avec tous les représentants du personnel (Solidaires, UNSA et CGT).

De retour en séance, les représentants CGT ont alors décidé de quitter l'instance.
Par cette fin de non-recevoir de voter, nous avons été empêchés de débattre de l'ensemble des restructurations en cours. Alors que nous aimerions BEAUCOUP connaître ce plan global de restructurations.
En témoigne notamment le projet d'un accueil généralisé.

Le CSAL ne peut pas être une coquille vide, il nous faut du contenu, les documents et des votes.

Le CSAL est devenu une instance croupionne, étriquée. Ce n'est pas ce que les collègues attendent de nous.

Le directeur ne répond pas, la Direction Générale ne répond pas, le gouvernement ne répond pas.

Vendredi 13 novembre, nous exigeons que le gouvernement annonce une augmentation générale à travers l'augmentation du point d'indice d'au moins 3 % et engage des négociations sur le rattrapage du pouvoir d'achat perdu au cours des 10 dernières années.

Dans la négative, TOUTES et TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 17 NOVEMBRE PROCHAIN !